

# LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.  
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Nous nous empressons de répondre aux désirs d'un grand nombre d'ouvriers et de mettre notre journal à la portée de tous.

Désormais, les ouvriers de Paris et de la banlieue pourront s'abonner au *Travail affranchi* pour un mois, à raison de 50 et de 60 centimes. Ils recevront le journal à domicile.

**SOMMAIRE :** La banque de France ne doit pas rembourser ses billets en espèces. — Production à bon marché. La réduction des salaires tarit les ressources de la consommation. — L'Irlande. Robert Peel et les réformes sociales. — Exposition critique des doctrines de M. Proudhon (suite). — Les ouvriers de Paris : le tanneur. — Equilibre de population (suite et fin). Système de Fourier. Conclusion. — Appel de la presse. — Courrier de la semaine. — Feuilleton : l'arme à feu. — Nouvelles des associations.

## LA BANQUE DE FRANCE.

### 1. La banque ne doit pas rembourser ses billets en espèces.

Après la révolution de février, le gouvernement provisoire a pris deux mesures qui ont obtenu l'approbation de tous les hommes intelligents :

1° Il a réalisé l'unité de système dans nos établissements de crédit et l'unité de papier-monnaie, en transformant les banques départementales en succursales de la banque de Paris ;

2° Il a dispensé la banque de rembourser ses billets en écus et à bureau ouvert.

La première mesure a pu froisser la susceptibilité exagérée de quelques journalistes provinciaux, mais n'a pas rencontré un contradicteur sérieux.

La seconde, acceptée comme nécessité temporaire, est combattue aujourd'hui par des économistes de l'école de la routine.

Depuis longtemps déjà le *Journal des Débats*, organe spécial, défenseur naturel des intérêts des purs rentiers, demande que la banque reprenne les paiements en espèces. Est-ce parce que les billets de la banque sont discrédités et perdent de leur valeur par rapport à la monnaie métallique ? Non ; loin d'être dépréciés, les billets de banque jouissent d'une prime, sont préférés aux espèces. Pourquoi donc alors le *Journal des Débats* demande-t-il avec tant d'insistance le retour aux us d'autrefois ? Nous allons le dire.

En dispensant la banque de rembourser ses billets en espèces, en l'autorisant à proportionner l'émission de son papier aux besoins généraux de la circulation, on la met en état de prêter à bas prix, d'abaisser indéfiniment le taux de son escompte, de suffire à toutes les nécessités du commerce et de l'industrie, de paralyser le mauvais vouloir des marchands d'écus. Tout cela déprécie le loyer des capitaux, favorise les intérêts de tous ceux qui vivent de leur travail, de leur industrie, mais contrarie les intérêts des rentiers, de tous ceux qui vivent du travail d'autrui.

Si la banque était tenue de rembourser ses billets en espèces, elle serait forcée de restreindre le chiffre de ses opérations, d'élever le taux de l'escompte, ce qui ferait hausser le prix de

l'argent, ce qui augmenterait le revenu des rentiers, ce qui rendrait les capitalistes, les possesseurs d'espèces, maîtres de la place, ce qui leur permettrait de dicter la loi aux industriels, aux agriculteurs, aux commerçants, et de réaliser d'immenses profits.

Il est surprenant que la *Presse*, qui d'habitude prend toujours parti pour les idées justes contre les idées fausses, pour la raison contre les préjugés, pour le progrès contre la routine, se soit mise, en cette circonstance, à la remorque du *Journal des Débats* ?

La *Presse* ignore-t-elle que la non-remboursabilité des billets est la condition *sine qua non* de l'abaissement du taux de l'intérêt ? Ignore-t-elle que la prospérité de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, dépend du bas prix du loyer des capitaux ? Ignore-t-elle que l'étendue des débouchés est en raison du bon marché des produits, et qu'on ne peut produire à bon marché qu'à la condition de réduire les frais, notamment le taux de l'intérêt qui entre dans le prix de tous les produits pour une part considérable ?

Dans le temps où nous vivons, il y aurait imprudence et folie à obliger la banque à payer ses billets à bureau ouvert. Ce serait compromettre son crédit et l'exposer, vienne la moindre crise, à une nouvelle suspension de paiements, suspension forcée qui exciterait de nouveau les alarmes ; ce serait la mettre dans l'impossibilité de rendre des services, au moment même où l'on ne peut se passer d'elle, au moment où les banquiers refusent d'escompter à toutes conditions, où tous les capitaux se resserrent, où les industriels et les commerçants n'ont d'autres ressources que le crédit de la banque. En temps ordinaire, en temps de calme et de prospérité, la banque, à la rigueur, pourrait s'abstenir d'escompter le papier ; mais dans les circonstances difficiles, son concours est nécessaire, indispensable, car il n'y a qu'elle qui puisse faire face aux difficultés de la situation.

L'obliger à rembourser ses billets à vue, c'est la mettre dans l'impossibilité d'agir en temps de crise, c'est la contraindre à resserrer ses escomptes, à refuser le crédit, à suspendre ses opérations ou à ne prêter que des écus, car tout billet, à peine émis, serait, à coup sûr, présenté aussitôt au remboursement ; c'est donc l'exposer à une faillite imminente ou la condamner à l'impuissance ; c'est, du moins, limiter ses ressources, non pas même à son encaisse métallique, mais à son actif disponible en écus, ce qui est tout autre chose, car les fonds provenant des comptes-courants et les espèces nécessaires pour rembourser tous les billets émis ne peuvent pas être regardés comme disponibles ; ce serait, en un mot, la priver des avantages et des ressources de l'émission du papier ; ce serait la forcer à élever notablement le taux de l'intérêt ; ce serait, de plus, favoriser l'exportation ou l'enfouissement du numéraire métallique, etc., etc.

Les opérations des banques d'escompte qui émettent du papier, sont basées sur cette probabilité que le billet émis par elles restera dans la circulation jusqu'à ce que la lettre de change qu'il a servi à escompter soit arrivée à échéance. Si tous les billets sont payables à vue, s'ils peuvent tous être présentés à la fois au rembourse-

ment à un moment donné, la banque, à la moindre crise politique, industrielle ou commerciale, est nécessairement réduite à suspendre ses paiements. Le remboursement obligatoire tient perpétuellement la banque sous le coup d'une liquidation ou d'une faillite inévitable, paralyse son crédit au lieu de le fortifier.

Et le jour où le public, qui ne calcule point, la peur ne raisonne pas, que la véritable garantie est dans le portefeuille et non pas dans les écus entassés dans les caves, verrait l'encaisse diminuer et diminuer progressivement... ce jour-là le public prendrait l'alarme, refuserait d'accepter le billet à son taux nominal ; et le billet perdrait sa qualité de monnaie pour devenir une valeur incertaine et discréditée, une marchandise haussant ou baissant de prix chaque jour, au hasard, à l'aventure, selon le caprice des spéculateurs. On agiterait sur les billets, comme on agite sur les rentes et sur les actions industrielles ; on organiserait des coups de bourse à l'aide de fausses nouvelles, à l'aide de la fraude, du mensonge, de la mauvaise foi ; il n'y aurait plus de fixité dans les prix et dans les valeurs, de sécurité dans les transactions ; le commerce deviendrait un tripot de roulette ; l'or et l'argent se cacheraient de nouveau ; enfin, la banque, dépourvue de son dernier écu et ne pouvant suppléer, par le papier, au numéraire qui seul inspirerait confiance, suspendrait toute opération, invoquerait encore le bénéfice du cours forcé, mais trop tard et quand ses billets auraient été partout frappés de réprobation, de discrédit, et seraient repoussés comme fausse monnaie...

Puisqu'aujourd'hui le billet non convertible en écus inspire une confiance universelle, est accepté dans toute la France comme argent comptant, est même préféré à la monnaie métallique, à quoi bon forcer la banque à reprendre les paiements en espèces ; à quoi bon l'exposer, le cas échéant, à une suspension inévitable ; à quoi bon la démunir de ces capitaux monétaires qui maintiennent, aux yeux des niais, le crédit de son papier ; à quoi bon la mettre hors d'état de rendre tous les services que le commerce, l'industrie, l'agriculture, la propriété foncière pourraient lui demander, et que l'on exigera d'elle à grands cris, peut-être, avant longtemps ?

Les théoriciens ont affirmé et démontré avec la dernière évidence la supériorité de la monnaie de papier sur la monnaie métallique. Quand on peut se servir d'une monnaie qui ne coûte aucun travail et dont la quantité peut toujours être proportionnée aux besoins de la circulation, il est absurde de recourir au métal, qui ne peut être produit qu'à grands frais et l'aide d'un travail dispendieux. Il est plus économique d'aller puiser l'eau à la rivière que de fabriquer de l'eau dans un laboratoire. La monnaie métallique vaut seulement en raison du travail qu'elle a coûté ; la monnaie de papier, qui ne coûte rien, remplace parfaitement les métaux précieux comme instrument d'échange et est infiniment plus commode ; elle vaut, en outre, en raison de la valeur d'utilité et de la valeur échangeable des choses qu'elle représente et qui lui servent de garantie, produits, marchandises, capitaux mobiliers et immobiliers. Or, la garantie étant tou-



Jours supérieure à la somme prêtée, le billet vaut donc, en réalité, plus que le lingot, puisqu'il a pour gage une valeur en travail supérieure à la valeur nominale pour laquelle il a été émis.

L'expérience vient de donner pratiquement raison à ces théoriciens; l'expérience, la nécessité aidant, a suffi pour dissiper des préjugés qui n'auraient peut-être jamais cédé à la raison pure. Désormais donc, au lieu de nous servir d'une monnaie dispendieuse, nous pourrions employer une monnaie économique; nous n'aurons plus besoin de fabriquer à grands frais de l'eau artificielle; nous pourrions consacrer à la création de produits nouveaux le travail que l'on dépensait autrefois à produire des métaux précieux pour les échanges; nous pourrions convertir nos vieux écus en meubles, en ustensiles, en matières premières de l'industrie, et le prix de la monnaie baissera en raison même des frais de production, sera à peu près ramené à zéro, de sorte que quiconque possèdera des valeurs pourra les monétiser, les convertir en capitaux circulants par l'entremise de la banque...

L'avenir et le perfectionnement du crédit, le bas prix des instruments de travail, le développement de la richesse générale, en d'autres termes, l'avenir de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, l'avenir de la France, dépendent de la circulation du papier non remboursable ou de la monétisation facultative de toutes les valeurs!

Et voilà que des économistes routiniers, humiliés dans leur amour-propre de savants, parce qu'ils n'ont rien compris au crédit et aux théories nouvelles, voudraient nous ramener à leurs vieilles erreurs et à leurs fausses doctrines! Laissons-les faire, laissons-les dire; laissons-les nier la lumière, protester dans l'ombre contre le soleil!

Maintenons les progrès accomplis; maintenons la circulation des billets non remboursables, qui permettra, envers et contre tous les marchands d'écus, d'abaisser indéfiniment le taux de l'intérêt, de distribuer largement le crédit agricole, commercial, industriel sur tous les points de la République, d'émanciper définitivement le travail, de placer la banque au-dessus de toutes les crises et de toutes révolutions.

Mais par cela même que l'Etat concède à la banque le privilège de la circulation du papier et la dispense de rembourser ses billets; par cela même qu'il lui accorde le droit de prélever d'énormes bénéfices sur toutes les transactions, il doit se réserver la faculté de fixer un tarif, la faculté de limiter le maximum du taux de l'escompte. La justice et le bon sens l'exigent, l'intérêt général le commande.

Nous aborderons prochainement cette nouvelle question.

FRANÇOIS VIDAL.

Quand la France ne voudrait pas augmenter l'industrie et le commerce de ses peuples, il est absolument nécessaire qu'elle se serve du crédit pour augmenter la quantité de sa monnaie, la même somme en espèces qui aurait autrefois servi ne suffisant pas à présent...

Ceux qui ont de l'argent à faire valoir cherchent leur profit particulier plus que le bien de l'Etat; ils s'efforcent de soutenir le prix de l'intérêt de l'argent. (Law).

#### PRODUCTION A BON MARCHÉ.

*La réduction des salaires diminue la consommation, porte préjudice à l'agriculture et à l'industrie.*

Nous avons démontré récemment (1) que le prix du loyer des capitaux entraine pour une forte part dans les frais de production; nous avons

démontré que, pour produire à bon marché, il fallait abaisser le taux de l'intérêt et non pas diminuer les salaires.

Nous voulons prouver aujourd'hui que toute réduction des salaires a pour effet inévitable de restreindre la consommation des produits de l'agriculture et de l'industrie.

Tout produit est destiné à la consommation; tout produit qui ne peut être vendu constitue une perte sèche pour le producteur, une dépense inutile de travail, de capital, de matières premières.

Manufacturiers et cultivateurs se plaignent de manquer de débouchés, de ne pas trouver à vendre leurs marchandises et leurs denrées... — Ce ne sont pas les consommateurs qui manquent, mais les *moyens* de consommation. Combien de millions d'individus, en France, ne demanderaient pas mieux que de consommer ces produits agricoles et ces produits manufacturés qui encombrant les greniers et les caves, les magasins et les entrepôts! Mais ces individus manquent de *moyens* de consommation, sont hors d'état d'acheter et de payer ces denrées et ces marchandises.

La consommation de chaque citoyen est forcément limitée par son revenu, c'est-à-dire par la rente qu'il tire de ses terres, par l'intérêt que lui rapportent ses capitaux, par les profits de son industrie ou par les salaires de son travail.

Les rentiers et les capitalistes sont en petit nombre. La grande majorité de nos compatriotes vit de profits ou de salaires, et ce sont surtout ces salaires et ces profits qui alimentent la consommation.

Si les riches achètent les merveilles de l'art agricole, les vins exquis, les fruits rares, les primeurs, etc., ce sont les classes moyennes et le peuple qui consomment la presque totalité des produits de l'agriculture. Si les riches achètent les merveilles de l'industrie et des arts, les produits de goût et de luxe, ce sont les classes moyennes et le peuple qui consomment la presque totalité de la production manufacturière. Le revenu des riches sert à payer le travail des artistes et des ouvriers les plus habiles; le revenu du reste de la population fait vivre les travailleurs des villes et des campagnes.

Ce qui importe, pour un pays, c'est moins l'élévation du revenu total que la diffusion de ce même revenu entre toutes les classes de la société.

Un homme qui a cent mille francs de rente consommera des mets délicats, des vins délicieux, paiera des laquais et des cochers, achètera des étoffes précieuses, fera travailler des artistes habiles; mais la capacité de son estomac est bornée, il ne mangera pas plus de pain et de viande, il ne boira pas plus de vin qu'un simple ouvrier.

Si cette somme de cent mille francs, au contraire, était répartie entre cent familles d'artisans, elle servirait à récompenser le travail d'un très grand nombre d'ouvriers de l'agriculture et de l'industrie, parce que ces familles d'artisans consomment une grande quantité de produits dont la valeur représente, non plus l'habileté spéciale de quelques artistes exceptionnels, mais des salaires payés, mais le travail d'un grand nombre de producteurs.

Le débouché de l'agriculture et de l'industrie est en raison du nombre des consommateurs aisés, et non pas en raison de la fortune de quelques consommateurs millionnaires.

Or, dans le système qui régit aujourd'hui l'industrie, dans ce système maudit du désordre absolu et de la concurrence universelle, les profits des petits industriels, les salaires des ouvriers, autrement dit les revenus de la presque totalité des consommateurs tendent à diminuer de plus en plus. Il n'est donc pas surprenant que l'agriculture et l'industrie se plaignent de voir se restreindre de plus en plus leurs débouchés. Il faut bien que la consommation diminue en même temps que diminuent les revenus des consommateurs.

La grande culture et la grande industrie, opérant à l'aide d'immenses capitaux, de puissantes machines, rendent le travail humain de moins en moins nécessaire, remplacent l'homme par des manivelles, les ouvriers par des femmes et par des enfants, et, dans tous les cas, transforment le travailleur en simple salarié. Or, le salaire, les économistes de toutes les écoles s'accordent sur ce point, gravite irrésistiblement vers le minimum de subsistances nécessaire à l'entretien de la vie du salarié. Et ce minimum, en certains pays, a pour niveau, non plus le prix du pain, mais le prix des pommes de terre!

Quand l'ouvrier qui travaille gagne à peine de quoi manger; quand son salaire ne suffit pas toujours à assouvir sa faim, la faim de sa femme et de ses enfants, comment voulez-vous qu'il consomme les produits de l'industrie, le vin du vigneron? Comment voulez-vous qu'il offre un débouché aux matières premières que fournirait l'agriculture? On aura beau produire à bon marché: tant que l'ouvrier sera contraint de dépenser en aliments la totalité de son salaire et tant que le salaire baissera en raison du bas prix des denrées; tant que l'ouvrier, enfin, après avoir mangé, aura zéro pour excédant, il lui sera impossible d'acheter même les objets qui ne coûtent qu'un centime!

Si l'on ne se hâte de modifier notre régime économique, de substituer au salariat le principe de l'association et de la participation proportionnelle, avant longtemps les sources de la consommation seront taries, l'agriculture et l'industrie ne trouveront plus de débouchés.

Les économistes libéraux exaltent le salariat comme le nec plus ultra de la civilisation; ils disent que c'est la condition de toute production économique; ils disent que le travail, comme toute autre marchandise, autrement dit, que la vie du salarié doit être soumise à toutes les vicissitudes de l'offre et de la demande, que c'est la loi, la loi dérivant de la nature même des choses. Pour nous, nous le disons hautement, cette prétendue loi n'est que l'effet de la force et du hasard, n'est que l'injustice consacrée par les faits et érigée en principe par une science fautive et impuissante, par les théoriciens de la fatalité, de la misère et du laisser-faire!

Efforcez-vous de produire à bas prix, disent aux industriels les docteurs de l'école libérale; efforcez-vous de toujours produire davantage à meilleur marché, et les débouchés ne vous manqueront pas. Activez la vitesse de vos machines, économisez la main-d'œuvre, augmentez la durée du travail, réduisez le prix des salaires, répartissez sur une plus grande quantité de produits vos frais généraux; afin de pouvoir sous-vendre, ruiner vos concurrents, afin de leur enlever leurs pratiques; remplacez les bras par des machines, et ne vous inquiétez pas du reste. A la consommation, il n'y a point de limite assignable; et quand vous aurez saturé la consommation intérieure, vous demanderez la liberté commerciale et vous écoulerez vos marchandises sur tous les marchés de l'univers, etc.

Sans doute, les besoins sont infinis, et, en ce sens, on ne peut assigner à la consommation aucune limite; mais, pour consommer, il ne suffit pas d'éprouver des besoins, il faut, en outre, disposer de *moyens*. Or, les moyens, encore une fois, sont bornés par les revenus des consommateurs. Quand vous aurez ruiné la majorité de la population, comment consommera-t-elle?

Tous les manufacturiers ont voulu réduire les salaires pour produire à bon marché, et il en a été ainsi dans toutes les industries, si bien qu'aujourd'hui la consommation est devenue impossible. L'industrie croyait s'enrichir, et elle s'est suicidée en même temps qu'elle portait à l'agriculture un coup terrible. Le peuple boit de l'eau, et le vigneron ne vend pas ses récoltes; le peuple ne mange pas de viande, et l'éleveur ne peut vendre ses bétails; le peuple est en guenilles, et les manufacturiers ne peuvent ven-

(1) Voir le numéro du 15 avril.



dre leurs draps et leurs étoffes. — Voilà le résultat.

Reste maintenant à chercher à l'extérieur des débouchés, comme la Grande-Bretagne, à aller rançonner les faibles, à établir des comptoirs à grands frais sur tous les points du globe, à conquérir l'Inde et l'Asie à coups de canon, à renverser la grande muraille de la Chine, à pénétrer dans le Japon, etc., ou à demander au Trésor des primes d'exportation pour fournir aux étrangers le moyen de consommer à bon marché ces produits qui ne peuvent chez nous trouver d'acheteurs, et que nos compatriotes auraient pu payer, si l'on ne les avait pas réduits à la misère !

Croît-on sérieusement que cela puisse toujours durer ? Ne comprendra-t-on pas que c'est en France même qu'il faut chercher les consommateurs naturels des produits de notre agriculture et de notre industrie ?

Mettez tous les hommes de bonne volonté en état de travailler et de se créer des revenus ; au lieu d'abaisser les salaires, accordez aux travailleurs le droit de participer à la répartition, comme ils contribuent à la création des richesses, et les consommateurs ne manqueront pas ; et les denrées et les marchandises qui encombrant vos greniers, vos caves, vos magasins et vos entrepôts trouveront des acheteurs, ne suffiront plus aux besoins et aux moyens des populations enrichies.

F. V.

On dispute souvent sur les causes de l'infortune du peuple ; les pauvres en gémissent sans l'étudier ; et les riches, qui ont le temps de réfléchir et de s'instruire, ne manquent jamais d'attribuer uniquement cette infortune à l'excès des impôts, et croient exercer suffisamment leur compassion, en accusant le gouvernement d'ignorance et d'inconduite, et en disant de temps en temps au coin de leur feu : ce pauvre peuple, comme il est mené ! tandis que sa misère est son ouvrage, et l'effet inévitable de leurs droits et de l'usage qu'ils en font.

(NECKER.)

#### L'IRLANDE ET LES RÉFORMES SOCIALES.

##### Plan de Robert Peel.

La politique de Robert Peel et des conservateurs d'Angleterre ne ressemble point à la politique des conservateurs de France et de M. Guizot.

Robert Peel, premier ministre, s'est montré le plus hardi novateur de son temps, s'est empressé d'accomplir toutes les réformes devenues nécessaires. Améliorer pour conserver, telle était sa devise.

Pas de concessions ; ne rien faire, rien, rien, telle était la devise de M. Guizot, la politique de nos conservateurs. Cette politique a perdu la monarchie. Aujourd'hui, M. Guizot aspire à redevenir le chef du parti conservateur, et dans son manifeste, il déclare que sa politique était bonne, qu'il n'a point changé de système, qu'il est prêt à recommencer, même au risque de provoquer une révolution nouvelle.

Robert Peel, redevenu simple membre du parlement, continue aussi à poursuivre la politique qu'il pratiquait aux affaires. Il propose d'appliquer à l'Irlande un vaste système de réformes sociales.

Il demande : 1° La création d'une commission spéciale qui serait chargée de réaliser les réformes proposées ; 2° L'entreprise de grands travaux d'utilité publique, tels que défrichements des terres incultes, assainissement et dessèchement des marais, construction de ponts, de routes, de digues, etc. ; 3° un plan d'émigration conçu sur la plus vaste échelle ; 4° la régénération de la propriété irlandaise par l'infusion à large dose du capital anglais.

Les travaux sont destinés à améliorer la puissance productive du sol, à donner un emploi utile aux bras inoccupés. L'émigration aura pour but d'enlever une partie de la population surabondante. La régénération de la propriété simplifiera les frais et les formalités de la procédure, rendra la possession du sol incontestable et inattaquable,

encouragera les améliorations agricoles en donnant aux capitalistes des garanties de sécurité qui n'existent pas aujourd'hui.

Robert Peel a compris que les réformes partielles ne pouvaient suffire pour remédier à la détresse de la population irlandaise. Mais il aurait dû demander encore davantage. En ce qui concerne l'agriculture, par exemple, il aurait fallu attaquer de front la question du fermage ; car c'est la source de tous les abus, la véritable cause de la misère des cultivateurs irlandais.

Le morcellement des exploitations, la mise à l'enchère des parcelles divisées, l'intervention des marchands ou *middlemen* qui spéculent sur la faim des cultivateurs et sur la hausse progressive des fermages, voilà ce qu'il fallait faire disparaître ; la *fixité des baux*, voilà ce qu'il fallait consacrer en principe. Tant qu'on ne modifiera pas le système d'exploitation en vigueur, d'une part ; tant qu'on ne changera rien aux relations de fermiers à propriétaires ; tant qu'on ne garantira pas aux cultivateurs une partie du produit net, on n'aura rien fait. Il faut à la fois augmenter la production et assurer aux travailleurs une part équitable dans les fruits du travail et de la terre. Or, nous ne voyons pas en quoi le système de Robert Peel pourrait améliorer la condition des fermiers ; nous voyons, au contraire, les avantages positifs que les possesseurs du sol retireraient des mesures proposées.

Nous pensons que les plans de Robert Peel sont insuffisants. Aux grands maux les grands remèdes ! Mais ce sera toujours un grand mérite pour cet homme d'Etat d'avoir osé dire qu'il fallait entreprendre hardiment un ensemble des réformes sociales, d'avoir présenté un projet plus vaste que tout ce qui avait été proposé avant lui, d'avoir mis les législateurs de la Grande-Bretagne en demeure de tenter quelque chose d'efficace et de décisif.

Robert Peel se fait le promoteur de réformes sociales, critique le système purement répressif et le système ruineux de l'aumône, de l'assistance, déclare hautement qu'il faut combattre le paupérisme en donnant aux pauvres du travail et des instruments de travail, que le temps du laisser faire est passé, qu'il faut agir, se mettre à l'œuvre sans délai, que le gouvernement est tenu d'intervenir, etc., etc. — Que diront nos conservateurs ? — Ils diront que Robert Peel devient socialiste et ils le maudiront.

Toutes ces sociétés de bienfaisance qui se donnent beaucoup de peine pour clarifier quelques verres d'eau de l'Océan, méritent des éloges ; mais la mer est si grande !

Quand un navire criblé de boulets s'enfonce, qui donc aurait le courage de rire du passager qui met son doigt sur une fissure ? C'est pourquoi nous respectons les philanthropes et les âmes charitables ; mais que peuvent tous leurs efforts réunis contre l'immensité et la puissance de ce fléau du paupérisme, que nous regardons comme l'enfant de cette liberté bâtarde et dérisoire qu'on semble avoir provisoirement servie aux esclaves pour les engager à descendre du mont Aventin ?

(JOBARD, de Bruxelles.)

#### EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE DES DOCTRINES DE M. PROUDHON.

##### Première partie. — Exposition.

(Suite (1)).

##### Impossibilité de la propriété.

« L'attaque la propriété, non plus par ses propres aphorismes, mais par le calcul. Que les propriétaires se tiennent donc prêts à vérifier mes opérations ; car si par malheur pour eux elles se trouvent justes, ils sont perdus. »

« En prouvant l'impossibilité de la propriété, j'achève d'en prouver l'injustice ; en effet, »

« Ce qui est *juste*, à plus forte raison est *utile* ; »

« Ce qui est *utile*, à plus forte raison est *vrai* ; »

« Ce qui est *vrai*, à plus forte raison est *possible*. »

« L'impossibilité de la propriété déduite de l'examen de ses effets, tel est donc le but du chapitre 4. »

« La propriété est le droit d'aubaine que le pro-

priété s'attribue sur une chose marquée par lui de son seing. »

Ceci est l'axiome sur lequel va s'appuyer une suite de propositions que nous allons parcourir la plus rapidement possible.

Non-seulement cette caractéristique de la propriété a l'avantage de servir à M. Proudhon de base solide pour son argumentation, mais elle a pour nous celui de déterminer nettement la portée de ses attaques : c'est la reproduction du capital sous toutes les formes qui est en cause.

« Cet axiome sera pour nous comme le nom de la bête de l'Apocalypse, nom dans lequel est renfermé tout le mystère de cette bête. »

De cet axiome M. Proudhon déduit quelques conséquences prochaines et plusieurs observations ; je n'arrêterai un moment l'attention du lecteur que sur l'affirmation suivante :

« L'aubaine payée au propriétaire par le détenteur est chose perdue pour celui-ci. »

Par rapport au propriétaire, cela est bien évident ; mais par rapport à la masse des consommateurs, auxquels le détenteur ne livre pas son produit sans avoir fait entrer l'aubaine en compte, cela mérite une explication. Vainement, en effet, le détenteur prétend-il se décharger de l'aubaine comme vendeur, tout à l'heure il se trouvera consommateur à son tour, et il faudra qu'il subisse la même loi ; en sorte que tous les détenteurs paient à tous les propriétaires, et lorsqu'ils veulent se rattraper sur le consommateur, il se trouve qu'ils forment eux-mêmes la presque totalité des consommateurs, et qu'il faut toujours en revenir à se rattraper sur le travail, c'est-à-dire à travailler pour autrui. Peu importe, du reste, que la qualité de travailleur et celle de propriétaire soient réunies chez quelques-uns.

« La propriété est impossible, parce que de rien elle exige quelque chose. »

Selon J.-B. Say, le propriétaire n'est point un monopoleur, parce qu'il ajoute à l'utilité des marchandises par le moyen de son instrument, qui est la terre. Ceci est toute la question ; il est évident que le sol est un instrument de production, comme le travail et les capitaux ; mais M. Proudhon fait observer, avec justesse, que ces instruments ne deviennent productifs que par l'industrie humaine. « Les instruments et capitaux, la terre, le travail, séparés et considérés abstractivement, ne sont productifs que par métaphore. »

Sans doute, tous les artisans qui coopèrent à la création d'instruments de production ont droit à une part des produits, quoique l'instrument livré ne soit, plus que la terre, par lui-même productif. Oui ; mais, quant à l'artisan, c'est un produit *manufacturé* qu'il livre, qu'il échange contre un produit ; or, qui a produit la terre ? et en quoi le propriétaire, par le simple exercice du droit d'aubaine, ajoute-t-il à l'utilité du sol ? D'ailleurs, tout industriel qui échange son produit épuise son droit ; le propriétaire, au rebours, ne cède rien de son instrument ; éternellement il s'en fait payer, éternellement il le conserve. »

Il cède la jouissance. La jouissance, ce n'est rien en soi, ce n'est pas productif d'utilité. Le droit de se faire payer la jouissance est précisément l'objet de la question ; et, comme c'est un axiome d'économie politique que les produits ne s'achètent que par des produits, la question est résolue. « Le propriétaire ne produisant ni par lui-même, ni par son instrument, et recevant des produits en échange de rien, est un parasite ou un larron. Donc, si la propriété ne peut exister que comme droit, la propriété est impossible. »

« La propriété est impossible, parce que là où elle est admise, la production coûte plus qu'elle ne vaut. »

La valeur se compose essentiellement de la somme des utilités ajoutées à la chose par le fait de l'homme. Tant que ce caractère est conservé à la valeur, nul ne peut consommer qu'en reproduisant une somme d'utilités au moins équivalente. Mais dès que, à la somme des utilités, on ajoute des éléments arbitraires, le produit coûte, au-delà de sa valeur réelle, précisément un supplément égal aux éléments arbitraires ; le producteur ne peut plus racheter le produit avec le même travail qui l'a créé ; en un mot, la masse des producteurs supporte un prélèvement sur l'ensemble de la production au profit de ceux pour qui ont été introduits les éléments arbitraires.

La consommation autorisée par ce prélèvement n'est pas reproductive d'utilité ; elle est, par conséquent, une perte, une non-valeur sociale. En vain les privilégiés voudraient-ils utiliser le prélèvement pour la reproduction : le prélèvement s'o-

(1) Voir les numéros des 1<sup>er</sup>, 8, 15 avril.



pérant encore et toujours sur l'ensemble de la production, il faut arriver, en fin de compte, à en consommer improductivement les résultats.

*« La propriété est impossible, parce que, sur un capital donné, la production est en raison du travail, non en raison de la propriété. »*

« L'aubaine doit décroître comme le nombre des oisifs augmente. » Elle est, en effet, un prélèvement sur la production ; or, celle-ci n'est que le résultat du travail : donc elle devrait varier suivant le rapport des productifs aux improductifs. Mais il n'en va pas ainsi, l'exercice du droit d'aubaine n'a rien de commun avec aucune sorte de justice, même relative, et l'abus sera poussé jusqu'à la cruauté. C'est ce que M. Proudhon analyse sous ces deux propositions :

*« La propriété est impossible, parce qu'elle est homicide. — La propriété est impossible, parce qu'elle a-vec elle la société se dévore. »*

Nous avons vu tout à l'heure, d'une part, les producteurs sans cesse en perte sur ce qu'ils produisent, c'est-à-dire sans cesse obligés de fournir la dime à l'aubaine ; d'autre part, l'aubaine créant la consommation improductive, l'oisiveté, en raison du travail soumis à l'aubaine, en raison de la richesse actuelle. Contradiction étrange entre l'aubaine et le travail ; lutte inévitable, car l'aubaine ne va pas consentir à décroître, le capital, prélevé à abdiquer le privilège de se reproduire.

La critique de notre régime économique a occupé trop de place dans les travaux des socialistes pour que je commette l'indiscrétion de refaire ici médiocrement des tableaux touchés de main de maître : quelques mots suffiront à prévenir une lacune dans mon exposition logique.

On a dit, avec raison, que la propriété fut l'économat des sociétés ; en ce sens, je suis tout disposé à lui rendre justice, sans même incider sur les abus, à reconnaître que, eu égard au développement des idées sur la sociabilité, il était impossible que les sociétés progressassent à défaut de cet expédient. Mais conclure d'une utilité relative, à une nécessité éternelle ; de la société jeune et incertaine, à la société expérimentée et consciente de ses lois : voilà ce à quoi la raison et le droit s'opposent énergiquement.

Il faut, en fin de compte, arriver à consommer improductivement les résultats de l'aubaine, ai-je dit plus haut. C'est-à-dire que le prélèvement, après avoir été l'instrument de la production, la réserve sociale, toujours offerte aux travailleurs, devient absurde s'il veut éternellement s'exercer, *parce que la puissance d'accumulation est infinie, et qu'il ne s'exerce que sur des quantités finies.* (Ces derniers mots sont l'énoncé de la huitième proposition que déduit M. Proudhon de son axiome.)

Il arrive fatalement un moment de lutte, où le prélèvement, infini dans son principe, atteint sa limite supérieure dans le fait ; et c'est précisément le moment où les richesses que peut accumuler la propriété sont le plus considérables, le moment où le travail ne peut rien fournir au-delà sans se suicider : situation périlleuse, qui est celle des sociétés modernes. Le capital, armé de son principe d'énergie, se raidit contre la nécessité qui pose des bornes à son envahissement ; le travail, acculé au désespoir, ose regarder en face et interroger enfin cette force ennemie, cette idole inhumaine dont le char l'écrase sans pitié ni remords.

Faut-il déduire les conséquences générales d'une pareille situation ? Les faits se passent sous nos yeux ; ils peuvent se classer en deux catégories antagonistes : concurrence des capitaux, se disputant le domaine désormais inextensible du privilège ; concurrence des travailleurs, se disputant le domaine à peu près irréductible du salariat. Je laisse de côté les effets dans chacune des catégories, effets économiques, effets moraux déplorables, pour m'insister que sur un point précis avec une grande justesse par M. Proudhon, savoir : que, par le fait du prélèvement, la population demeure toujours et nécessairement surabondante.

Pour peu qu'on réfléchisse sur ce qui précède, on verra qu'il n'en saurait être autrement. Le capital tend, en effet, à faire produire le plus possible par le moins de salaires possible, telle est sa loi, telle est sa logique ; il ne produit pas pour les hommes, mais pour lui-même ; la consommation n'est qu'un moyen de bénéfice non un but ; dès lors le travailleur, la principale dépense du capital, coûte toujours trop, est toujours de trop ; et chaque progrès de l'art et de la science aide le maître à l'éliminer de la barbare formule économique du *produit net*. » Sous le régime de propriété, les fleurs de l'industrie ne servent à tresser

que des couronnes funéraires : l'ouvrier qui travaille creuse son tombeau. »

*« La propriété est impossible parce qu'elle est mère de tyrannie. »*

« Qu'est-ce que le gouvernement ? le gouvernement est l'économie publique, l'administration suprême des travaux et des biens de toute la nation. » Il est logique que la même prépondérance dont jouit la propriété dans l'économie, elle l'exerce dans le gouvernement. « Dans un pays de propriété, l'égalité des droits électoraux est une violation de la propriété. » Et si cette égalité est décrétée, la prépondérance économique de la propriété réagit contre les conséquences qui la menacent ; car « la propriété est incompatible avec l'égalité politique et civile. »

*« La propriété est impossible, parce qu'en consommant ce qu'elle reçoit elle le perd ; en l'épargnant elle l'annule, qu'en le capitalisant elle le tourne contre la production. »*

Cette triple proposition doit être désormais très claire pour le lecteur. « Le travailleur qui consomme son salaire est une machine qui se répare et se reproduit ; le propriétaire qui consomme son aubaine est un gouffre sans fond, un sable qu'on arrose, une pierre sur laquelle on sème. »

« C'est bien pis quand il s'avise d'épargner. Les choses qu'il met de côté passent dans un autre monde. » Il empêche les autres de jouir sans jouir lui-même. »

Quant au propriétaire capitalisant, nous avons vu quel but impossible il poursuit, au service de quelle fatalité il se met.

M. Proudhon prétend établir, en outre, une analogie entre le capitaliste et la rente, et le gouvernement et l'impôt. Cette idée se reliera ultérieurement avec le sentiment de l'auteur sur la situation de l'Etat dans l'économie sociale ; c'est pour quoi je la fais remarquer, chemin faisant.

*« La propriété est impossible, parce qu'elle est impuissante contre la propriété. »*

C'est à dire que la propriété est la lutte de droits abstractivement égaux dans des conditions inégales : droits des propriétaires entre eux, droits de tous à la propriété. Comme dans toute lutte, la force triomphe ; et le *va victis* du conquérant est encore le dernier mot de la concurrence universelle. « Qu'est-ce que la concurrence ? Un duel en champ clos, dans lequel le droit se décide par les armes. »

*« La propriété est impossible, parce qu'elle est la négation de l'égalité. »*

M. Proudhon considère cette proposition comme le résumé et la conséquence commune des précédentes. De même que l'injustice a engendré toutes les impossibilités parcourues, ainsi celles-ci doivent aboutir à l'inégalité, conséquence qui implique la condamnation finale du fait générateur.

Nous avons achevé l'étude de la propriété, telle qu'elle est apparue à M. Proudhon dans son premier mémoire : illégitime dans ses origines, funeste dans effets. Il reste à jeter un coup d'œil sur le dernier chapitre qui scrute les sources même du juste et de l'injuste et tend à déterminer le principe du gouvernement et du droit.

GILBERT VILLENEUVE.

*(La suite à un prochain numéro.)*

## LES OUVRIERS DE PARIS.

### INDUSTRIE DE LA PEAU.

#### LE TANNEUR.

L'industrie de la peau se compose d'une infinité de branches. Voici la nomenclature des professions principales qui s'y rattachent : tanneur, corroyeur, cambreur, dérayeur, ouvrier de table, partie anglaise, vacher, mégissier, hongroyeur, chevrier, montonnier, maroquinier, chamoiseur, teinturier en peaux, etc.

Nous ne traiterons pas chacune de ces professions, attendu que, sauf la spécialité du travail, nous serions forcés de nous répéter. Nous nous contenterons de parler des *tanneurs*, des *corroyeurs* et des *cambreurs*, qui, à eux trois, résument assez bien ce que nous voulons dire sur cette industrie.

Nous commençons par le *tanneur*.

Lorsqu'une peau de bœuf, de veau, de vache

ou de mouton sort de l'abattoir, c'est le *tanneur* qui opère le premier travail.

La peau de tout animal se corromptrait, s'imbiberait d'eau, s'userait par le frottement ou se déchirerait faute d'une force suffisante, si, pour obvier à ces inconvénients, on ne la *tannait* pour la durcir et la transformer en *cuir*.

Plusieurs procédés ont été employés pour *tanner* les peaux. Avant 1793, cette opération demandait un temps considérable ; six mois, un an s'écoulaient avant qu'on pût les livrer aux *corroyeurs*. On doit à Séguin d'avoir activé cette première opération de la peau et d'avoir réduit le travail du *tannage* à quelques jours. C'est en employant de la chaux qu'il est parvenu à ce résultat. Aussi, malgré les nombreux essais qui ont été tentés depuis, on se sert généralement de ce procédé dans les *tanneries* parisiennes.

Le *tannage* a quelque chose de répugnant pour ceux qui l'exercent. On peut en juger par les détails suivants :

Quand les peaux arrivent de l'abattoir, on les jette dans une eau courante, après en avoir ôté les cornes, les oreilles et la queue, que les *tanneurs* nomment *émouchet*.

On appelle cela *dégorger* le cuir.

Si les peaux sont sèches, elles restent longtemps à l'eau ; cependant, on les retire une fois chaque jour pour les étirer sur un chevalet, jusqu'à ce qu'elles acquièrent un certain degré de mollesse. Si elles sont fraîches, on se contente de les laver pour les dégorger du sang et des autres impuretés qui s'y trouvent adhérentes.

Ce premier travail s'appelle *craminer*.

La seconde opération consiste à mettre les peaux dans les *plain*, grandes cuves profondes construites en pierre ou en bois, enfoncées en terre et remplies d'eau dans laquelle on a fait éteindre de la chaux vive.

On appelle *plain neuf* celui qui sert pour la première fois ; *plain faible*, celui où la chaux conserve encore une certaine force ; et *plain mort*, celui où la chaux a déjà servi plusieurs fois.

C'est en sortant de cette dernière cuve qu'on retire les peaux et qu'on les abat pour les entasser en piles les unes sur les autres. Ensuite, si en arrachant quelques poils avec la main, la peau crie sans qu'on éprouve une trop grande résistance, on dépèle les peaux et l'on continue le travail.

La peau se met sur un chevalet, et l'on enlève le poil avec un couteau *ron*, qui ne coupe ni du milieu, ni des talons, ou encore avec une pierre à aiguiser, dont les angles arrachent très bien le poil sans risque d'endommager les peaux. On les pèle, on les rince et elles portent le nom de *cuirs en tripes*.

Avant d'être mis dans le *tan*, écorce de chêne moulue, les cuirs sont encore *écharnés* et *recoulés*. *Echarner* ou *courser*, c'est ôter la chair et toutes les parties étrangères avec un couteau *couplant* à deux poignées. *Recouler*, c'est enlever la chaux qui peut être restée dans le *cuir*, en se servant du couteau *ron*.

Les opérations que nous venons d'indiquer portent le nom générique de *travail de rivière*.

Le *tannage* se termine par la mise des peaux dans les *basements*, afin de leur donner de la couleur. Les *basements* ne sont autres que des cuves semblables à celles qu'on nomme *plain*. La différence entre le *plain* et le *basement*, c'est que ce dernier est rempli de *tan*.

Quand les *cuirs* ont été *tannés*, on les étend sur des perches, et lorsqu'ils deviennent raides, on les dresse par terre sur un terrain sec.

La profession de *tanneur* est rarement exercée par des Parisiens. Elle exige une force corporelle qui manque souvent aux habitants des villes. Aussi, le nombre des *tanneurs* est-il très restreint à Paris. L'on n'en compte que 600. Ils sont beaucoup plus nombreux dans les départements, et principalement dans la Normandie, dans la Touraine, dans le Loiret et aux environs de Lyon. Dans ces localités, les ouvriers sont en



même temps *tanneurs* et *corroyeurs*. A Paris, ce sont des professions distinctes.

L'apprentissage ne peut guère commencer qu'à l'âge de 18 ou 20 ans, en raison de ce que cet état a de pénible. Les jeunes gens entrent dans les *tanneries* et y remplissent à peu près les fonctions d'homme de peine jusqu'à ce qu'ils deviennent ouvriers.

Les *tanneurs* sont forcés de porter des sacs de *tan* qui pèsent 150 et quelquefois 200 livres. Rien d'aussi navrant que de voir des créatures humaines remplir un rôle qui ne devrait appartenir qu'à des bêtes de somme.

La discipline, et l'on peut employer ce mot, est sévèrement maintenue dans les *tanneries*. Les ouvriers y entrent et en sortent au son de la cloche. Ils ne peuvent ni chanter, ni fumer pendant le travail, et c'est à peine s'ils échangent quelques paroles avec leurs camarades. Les contre-maîtres exercent une surveillance active, et sur le plus léger prétexte, ils renvoient les ouvriers. Les *tanneurs* sont, en général, peu instruits. Le travail répugnant, abrutissant, auquel ils sont soumis les empêche de développer leur intelligence.

Ils sont tristes, moroses, et leur fatigue est si grande, qu'après la journée, ils n'aspirent qu'à se reposer.

C'est dans le faubourg Saint-Marceau, l'un des plus pauvres de la capitale, qu'ils habitent tous, ainsi qu'une grande partie des autres ouvriers de la peau.

Les *maîtres tanneurs* sont tout à la fois commerçants et industriels. Ils achètent les peaux, les font *tanner* et les revendent aux *corroyeurs*.

Les guerres de l'empire avaient augmenté considérablement, en France, la consommation des cuirs tannés, et Paris comptait un grand nombre de *tanneries*; mais le calme qui en fut la suite a bien diminué ce nombre. Le département de la Seine ne possède maintenant que trente-six *tanneries*. Néanmoins, la capitale est toujours le centre réel de cette industrie. Son approvisionnement immense lui apporte de toutes parties de la France les bœufs et les vaches de la plus belle espèce, et, conséquemment, elle peut fournir de beaux cuirs.

Le maximum du gain de l'ouvrier *tanneur* est de 3 francs par jour. Beaucoup ne gagnent que 2 fr. 50 c. et 2 fr. 75 c. La journée est de onze heures.

Le décret du 2 mars 1848 ayant limité la durée du travail à dix heures, et un décret de l'Assemblée nationale ayant abrogé ce décret, les ouvriers *tanneurs* ont entrepris une grève qui a commencé au mois de septembre 1848 et ne s'est terminée qu'au mois de décembre suivant. Les maîtres interprétaient en leur faveur le dernier décret et voulaient que leurs ouvriers fissent onze heures.

Après cette grève, qui a duré trois mois, la nécessité a forcé les ouvriers de rentrer dans les *tanneries* aux conditions qui leur étaient imposées.

Le chômage est long pour les *tanneurs*; il est d'au moins trois mois par année, ce qui réduit leur salaire à 2 francs. Il a, en outre, l'inconvénient d'être irrégulier. Dans beaucoup de professions, le travail s'arrête et reprend à des époques déterminées et qui subissent peu de variations. Il n'en est pas de même dans le *tannage*. Quand les peaux sont à bon marché, les patrons en achètent une grande quantité et augmentent immédiatement le nombre de leurs ouvriers. Au bout de quelques semaines ou de quelques jours, ils les renvoient, et ceux-ci restent sans ouvrage. D'autres causes empêchent aussi les *tanneurs* de travailler: la crue des eaux empêche d'arriver à Paris les bateaux qui amènent le *tan*, et rend le *tannage* impossible. Il en est de même en hiver, où, l'eau venant à geler, on ne peut laver les peaux et opérer le travail de rivière. Sur 600 *tanneurs*, il n'y en a jamais plus de 450 qui soient occupés; les *tanneries* sont si peu nombreuses, qu'il est difficile à tous de trouver de l'emploi.

Nous avons parlé du travail de rivière. Il est l'occasion d'une infinité de maladies. L'eau continuellement employée par les *tanneries* engendre des rhumatismes, des fluxions de poitrine et des phthisies pulmonaires. L'air malsain que les ouvriers respirent dans le quartier qu'ils habitent, la mauvaise nourriture augmentent encore les dangers. Passé l'âge de quarante ans, un ouvrier a de la peine à avoir de l'occupation. Les uns le trouvent déjà trop vieux, les autres le trouvent trop faible, trop maladif, ce qui est malheureusement vrai. Il est des *tanneurs* qui, avant d'atteindre la cinquantaine, sont perclus, et, par ce fait, deviennent incapables d'exercer aucun autre état.

Indépendamment des maladies que nous venons d'indiquer, il en est encore une autre à laquelle les *tanneurs* sont sujets. Heureusement pour eux que cette maladie se déclare rarement; ses ravages sont cruels. On la nomme le *charbon*.

Elle s'acquiert par le contact de peaux malsaines, provenant d'animaux malades eux-mêmes ou seulement fatigués à l'excès.

Un séjour plus ou moins long dans des endroits humides, et en été la décomposition putride des matières animales contribuent à faire naître le *charbon*. La partie du corps qui est attaquée se couvre tout à coup d'une croûte noire, en quelques heures cette plaie devient profonde et s'élargit, une fièvre violente dévore le malade, et s'il n'est secouru à temps, il succombe promptement.

Les remèdes qu'on emploie contre le *charbon* sont d'une terrible nature, et consistent en des incisions et des cautérisations affreuses à supporter. Les secours énergiques de l'art médical sont même souvent impuissants contre cette affreuse maladie.

Les *tanneurs* cherchent autant qu'il est en leur pouvoir à se préserver du *charbon* en regardant avec soin les peaux qu'ils ont à *tanner*; mais ainsi que dans tout autre métier, il faut aller vite, et ils ne peuvent examiner une à une toutes les peaux qui passent par leurs mains.

On pourrait croire qu'en raison des maladies fréquentes occasionnées par leur travail, les *tanneurs* ont essayé d'en adoucir les conséquences par la formation d'une société de secours mutuels. Il n'en est rien; l'ignorance et la misère, ces deux fléaux du pauvre, ont toujours empêché chez eux la création d'une caisse de secours. Un petit nombre appartiennent à des sociétés qui acceptent divers corps d'états, et encore ne les admet-on que difficilement, attendu les nombreuses maladies auxquelles ils sont enclins.

Une association dans cette industrie rencontrerait aussi des obstacles, sinon insurmontables, tout au moins très lents à vaincre. L'achat des matières premières demande des capitaux considérables, et les crédits sont longs.

Ces hommes sont cependant utiles entre tous, leur labeur est pénible, ils ne peuvent travailler que pendant une vingtaine d'années, et la modicité de leur salaire empêche qu'ils ne fassent des économies pour le temps de la vieillesse.

Nous nous abstenons de toute réflexion, car en commençant ces études nous n'avons point eu d'autre but que celui de montrer quelle était à notre époque la condition des travailleurs de Paris. Mais nous le demandons, la main sur la conscience, n'y a-t-il rien à tenter, rien à entreprendre pour soulager efficacement des misères semblables à celles que nous venons de signaler?

Dans un prochain numéro nous nous occuperons des *corroyeurs*.

PIERRE VINÇARD.

Les peuples plus éclairés, se ressaisissant du droit de disposer eux-mêmes de leur sang et de leurs richesses, apprendront peu à peu à regarder la guerre comme le fléau le plus funeste, comme le plus grand des crimes. On verra d'abord disparaître celles où les usurpateurs de la souveraineté des nations les entraînaient pour de prétendus droits héréditaires.

(CONDORCET).

## EQUILIBRE DE POPULATION.

(Suite et fin (1)).

### SYSTÈME DE CHARLES FOURIER. — CONCLUSION.

Fourier ne doute ni de la bonté, ni de la puissance de Dieu. Il croit, au contraire, que tout a été prévu et admirablement ordonné en vue de la même fin qui est l'harmonie générale; il croit à l'universalité de la Providence et à l'unité de système; il professe que la passion d'un sexe pour l'autre, que toutes les passions sont les ressorts divins qui poussent ou qui attirent l'homme vers ses destinées, qui le font coopérer à l'œuvre de Dieu et réaliser les plans de la sagesse infinie. La suprême intelligence qui a balancé dans l'espace des millions de milliards de globes et combiné le mécanisme prodigieux qui fait mouvoir l'insecte microscopique, n'est certainement pas venue échouer contre ce problème de la population. Si tout est aujourd'hui à l'état de désordre, si nos sociétés dévoyées sont en butte aux fléaux de toute espèce, c'est que l'homme a violé la loi d'attraction naturelle. L'harmonie deviendra possible et se rétablira dès que nous saurons abjurer nos erreurs systématiques pour nous conformer à la volonté de Dieu.

La race humaine, destinée à régir le globe, a dû être douée, dès le principe, d'une grande fécondité, afin que toute la terre fût exploitée, cultivée, embellie. Mais le jour où la planète aura acquis son complément de population, la fécondité primitive diminuera en proportion des besoins, de manière à ce que l'équilibre ne puisse jamais être rompu entre la puissance productive du globe et le nombre des humains.

« Dans l'état d'harmonie, la nature oppose pour » dignes à l'excès de la population : 1<sup>o</sup> la vigueur » des femmes; 2<sup>o</sup> le régime gastrosophique; 3<sup>o</sup> » l'exercice intégral.

« La vigueur : Nous en voyons déjà les influen- » ces parmi les femmes de la ville; sur quatre » stériles, il en est trois robustes. Tandis que les » femmes délicates sont d'une fécondité outrée et » fâcheuse, les stériles sont d'ordinaire celles » qu'on aurait crues les plus aptes à procréer. On » va répliquer qu'à la campagne les femmes ro- » bustes ne sont point stériles; je le sais, c'est » une preuve de plus pour la méthode naturelle » qui doit opérer par enchaînement des trois » moyens combinément appliqués, et non par em- » ploi isolé de chacun des trois.

« Le régime gastrosophique : D'où vient cette dif- » férence de fécondité en faveur des paysannes » robustes? C'est l'effet de la vie sobre, de la nour- » riture grossière bornée aux végétaux (1). Les ci- » tadines ont des aliments délicats, c'est un moyen » de stérilité qui deviendra bien plus puissant » dans l'harmonie, où chacun est gastronome raf- » finé. Dès lors, en combinant l'extrême vigueur » des dames harmoniennes avec la chair délicate » dont elles jouiront, on aura deux moyens d'a- » cheminement à la stérilité. » (Nouveau monde.)

« Exercice intégral : Les femmes de l'harmonie » auront à remplir des occupations nombreuses et » variées, à développer à la fois leurs facultés in- » tellectuelles et leurs facultés physiques. Elles ne » seront point, comme les femmes d'aujourd'hui, » absorbées par la lecture des romans qui excitent » leur imagination et leurs passions sensuelles, par » les rêves ou par les intrigues d'amour qui sont » l'unique passe-temps de la plupart de nos gran- » des dames, et qui influent puissamment sur les » organes de la génération, etc., etc. Dès lors elles » deviendront moins fécondes.

Fourier décrit encore d'autres procédés pour maintenir la population dans de sages limites;

(1) Voir les numéros des 11, 18 et 25 février, des 4 et 11, 25 mars, 1<sup>er</sup>, 8, et 15 avril.

(1) Selon Burdach, la nourriture animale coïncide avec la moindre fécondité; et la nourriture exclusivement végétale avec la plus grande.

(Physiologie, tome 2, page 110.)



mais je crois devoir m'abstenir d'en parler, de peur de dénaturer ses idées et de peur de choquer en même temps l'esprit des lecteurs. On peut voir, d'après ce qui précède, que Fourier a inspiré M. Doubleday, et l'analogie entre les deux systèmes est assez frappante. Fourier aussi avait dit que l'excès de vigueur enlevait aux végétaux la faculté de se reproduire. Dans un de ses premiers ouvrages, il avait donné la stérilité de la rose double, comme une solution de problème de la population.

Je dois ajouter qu'il a aussi proposé la création d'un ordre de célibataires des deux sexes, qu'il appelle le *vestalat*, et dont le point d'honneur est la chasteté absolue. Mais cet ordre diffère des ordres religieux, en ce sens qu'il n'y a point de vœux éternels, que les *vestels* et les *vestales* peuvent toujours renoncer au célibat.

Je crois avoir exposé les principales théories qui ont été émises sur ce problème spécial de la population; j'ai seulement, et à dessein, négligé de parler des systèmes qui ont pour base la prostitution et autres monstruosité de même espèce. Il me reste à conclure en peu de mots.

Au point de vue philosophique ou religieux, la doctrine de Malthus est absurde et impie.

Quiconque croit à l'existence de Dieu et à l'ordre général de l'univers est forcé d'admettre logiquement une loi suprême d'équilibre entre les besoins et les moyens, entre la population et les subsistances. Cette idée d'équilibre se présente irrésistiblement à l'esprit comme une des conditions fondamentales de l'ordre. Donc, à priori, la fécondité naturelle et normale de l'espèce humaine doit être en rapport avec la fécondité possible du globe.

Poser en principe que les lois naturelles poussent au désordre et à la subversion, qu'il ne saurait y avoir ici-bas place pour tous les êtres appelés à la vie; faire intervenir le mal, l'injustice, le crime, le vice et la misère pour réparer les fautes ou pour suppléer à l'imprévoyance du créateur de toutes choses, ce n'est pas seulement révoquer en doute, c'est nier catégoriquement la toute-puissance et la sagesse infinies, c'est mettre Satan à la place de Dieu.

Si le monde n'est pas un chaos, s'il existe dans la nature un ordre quelconque, il est donc rationnellement impossible qu'il vienne jamais à naître plus d'individus que la terre n'en pourrait nourrir; il doit y avoir toujours moyen de multiplier les subsistances en raison des besoins de la population.

Cette donnée de la raison pure est pleinement confirmée par l'expérience. Il n'y a jamais eu d'exubérance de population sur la planète, bien qu'il puisse y avoir eu trop grande agglomération d'hommes sur un point donné.

Malthus prétend que la population des Etats-Unis a doublé en vingt-cinq années par le seul fait de la procréation, et il déduit de là la théorie de la progression géométrique et sa morale inhumaine. Mais le fait a été contesté, démontré inexact; et alors même qu'il serait vrai, il n'aurait encore qu'un caractère purement exceptionnel, il ne justifierait nullement les théories barbares des malthusiens. Le territoire des Etats-Unis est assez vaste pour nourrir plus de 200 millions d'habitants. La nature aurait donc pu donner momentanément à la race américaine une fécondité prodigieuse pour peupler les déserts du Nouveau-Monde, car il importe que tous les points du globe soient assainis et cultivés, sans, pour cela, autoriser les théoriciens à conclure que l'espèce humaine est condamnée à périr par la famine. Qui vous dit que cette fécondité extraordinaire ne se ralentira pas le jour où elle deviendrait sans objet, le jour où l'Amérique aura atteint son complément de population? En douant les Américains d'une puissance prolifique incomparable, Dieu avait ses raisons, sans doute; quand il sera temps, il saura peut-être bien aussi mettre

des bornes à cette vertu reproductive. Attendez, du moins, avant de prononcer cette sentence, avant de lancer votre blasphème.

Le globe entier a été donné à l'humanité comme un patrimoine. Tant qu'il y aura un coin de terre inhabité, tant que le sol n'aura pas été poussé partout au maximum de fécondité possible, on n'aura point le droit de dire qu'il y a un seul homme de trop ici-bas.

Au point de vue politique et économique, le problème de Malthus est une question mal posée.

Il est faux que la population tende naturellement à croître avec plus de rapidité que les subsistances. Il est évident, au contraire, que tout homme peut produire bien au-delà de ce qui suffit à ses besoins.

Si la misère, dans certains pays, enlève chaque année des milliers de créatures humaines, comme en Angleterre, ce n'est pas parce qu'il y a disette d'aliments, c'est parce que tous les produits du sol et du travail sont absorbés par un petit nombre de seigneurs opulents; c'est parce qu'un lord, à lui tout seul, consomme la part de 20 mille de ses concitoyens. Il faut beaucoup de pauvres pour faire un riche. Quand un homme, à lui seul, possède toute une province qui pourrait nourrir un million d'habitants, il fait le vide autour de lui, il ne tolère sur ses domaines que le nombre d'hommes dont il a besoin pour l'exploitation de ses terres, et il réduit le reste à la mendicité. Cet homme seul dépense trois millions en douze mois pour vivre noblement; calculez combien il doit affamer de malheureux!

La misérable Irlande, à surface égale, est le pays qui produit la plus grande quantité d'aliments; elle en produit bien au-delà des besoins des Irlandais. Mais le travailleur irlandais est exploité: 1° par le seigneur saxon; 2° par l'évêque anglican; 3° par l'entrepreneur de fermages; 4° par le clergé catholique et par les collecteurs de dîmes; 5° par les impôts de toutes sortes. On le fait travailler comme une bête de somme; on lui ravit tous les fruits de son travail, puis on lui dit: «Garde-toi bien de faire des enfants! toutes nos terres sont affermées et nous n'avons plus besoin de bras. Ceux qui viendraient au monde seraient de trop...»

S'il arrivait un jour, par impossible, que la population, sur le globe entier, vint à déborder les subsistances, alors, mais alors seulement, on pourrait songer à recourir aux moyens extrêmes, comme les naufragés de la méduse. Mais resterait toujours à savoir qui devrait s'en aller le premier et se sacrifier pour les autres? Faudrait-il choisir ceux qui produisent plus qu'ils ne consomment, ou ceux qui consomment sans produire? les travailleurs ou les improductifs? les abeilles ou les frêlons? Ce n'est qu'un rêve de l'école malthusienne; jamais l'espèce humaine ne sera réduite à cette effroyable extrémité. Mais, enfin, si les prévisions de Malthus venaient à se réaliser dans des milliers d'années, il faudrait mettre en pratique la prudence conseillée par M. de Sismondi, ou le système de M. Loudon, ou celui de M. Raciborski, ou les théories de Fourier et de M. Doubleday, ou tel autre procédé que la science ne pourrait manquer de découvrir. Nous avons le temps d'aviser, nous pouvons prendre patience.

Mais il importe, dès aujourd'hui, de mettre fin à l'injustice et au désordre.

Au point de vue de l'actualité, toutes les difficultés que soulève ce problème de la population peuvent être résolues par un ensemble de réformes économiques ou de réformes sociales.

Les optimistes ont beau dire que le mal provient des lois de la nature et que nous n'y pouvons rien. Il est manifeste que la misère et tous les abus dont nous souffrons proviennent de notre fait, de notre mauvais vouloir, de notre incurie, de notre ignorance, de nos lois, de notre régime économique: il est évident que nous pouvons changer les

institutions que nous avons faites, et que la nature n'y met aucun obstacle.

Il s'agit de créer l'abondance de toutes choses, de perfectionner l'agriculture et l'industrie, de tirer le meilleur parti de tous les moyens dont nous pouvons disposer, de la fécondité de la terre, de tous les instruments de travail, capitaux, bêtes de somme, outils et machines, de l'activité et de l'intelligence de l'homme; il s'agit d'utiliser tous les bras, de distribuer convenablement les travailleurs sur tous les points du territoire; il s'agit, enfin, d'appeler tout homme à contribuer à la production et à participer à la consommation des richesses, afin que chaque membre de l'humanité puisse exister et jouir, développer toutes ses facultés physiques, intellectuelles et morales, exercer ses droits et ses devoirs, accomplir sa véritable destinée.

En un mot, il s'agit: 1° d'organiser le travail ou l'industrie; 2° d'introduire la justice dans la répartition des fruits du travail collectif.

F. V.

#### APPEL DE LA PRESSE.

La réaction a déclaré une guerre d'extermination à la liberté de la presse.

Les procureurs-généraux de la République avouent hautement que l'intention du gouvernement est d'en finir avec certains journaux, les journaux les plus compromis par leur dévouement à la cause de la démocratie et de la révolution.

Ces journaux ont été successivement frappés d'amendes énormes équivalant à la confiscation: La peine prononcée contre les écrivains est celle que la loi réservait aux malfaiteurs.

Jamais la Restauration ni la Monarchie de juillet, dans leurs plus mauvais jours, n'ont fait preuve d'une aussi ardente animosité contre la presse.

En présence de cette persécution systématique et acharnée qui menace de briser l'instrument le plus puissant de propagande républicaine, et d'anéantir la plus précieuse des libertés conquises par la Révolution, les organes de la publicité démocratique parisienne, réunis en commission, font appel au patriotisme de tous les amis de la République, pour organiser la défense d'un droit inaliénable consacré par la Constitution, et venir au secours de la presse menacée.

A cet effet, une souscription est ouverte dans les journaux dont les noms suivent:

La presse démocratique des départements est invitée à joindre ses efforts à ceux de la presse parisienne dans cette œuvre commune de dévouement et de solidarité.

Une commission, composée de représentants et de délégués de la presse, est chargée de centraliser les fonds et d'en faire la distribution.

La *Réforme*, la *Démocratie Pacifique*, la *République*, le *Peuple*, la *Révolution Démocratique et Sociale*, le *Journal de la Vraie République*, le *Populaire*, la *Commune Sociale*, le *Travail Affranchi*, l'*Ecole Politique du Peuple*.

#### COURRIER DE LA SEMAINE.

L'expédition de Civita-Vecchia, voilà le fait im portant de la semaine. Allons-nous en Italie pour tenir les promesses du gouvernement provisoire, pour défendre envers et contre tous l'indépendance italienne? Hélas! non; il serait trop tard. Allons-nous restaurer le pape et renverser la république romaine? M. Barrot soutient que nous intervenons au nom de la liberté, pour stipuler en faveur des peuples vaincus, pour faire prévaloir l'honneur et la dignité de la France. Ah! pour notre honneur, ou aurait dû intervenir plus tôt, intervenir en Piémont contre les Autrichiens, et non pas à Rome contre une république.

Puisque nos hommes d'Etat avaient adopté la politique du chacun chez soi et du chacun pour soi, ils auraient dû y rester fidèles. Nous aurions eu du moins les profits de la honte et de la lâcheté.

Nous avons laissé écraser par les Autrichiens la Lombardie, le Piémont qui nous demandaient secours; nous avons laissé Radetzki ravager les villes et les campagnes, rançonner les populations; nous avons laissé le roi de Naples réduire les Siciliens,



brûler et bombarder Messine, Palerme et Catane; nous avons laissé le roi de Piémont bombarder Gènes; nous laisserons bombarder Venise: et nous allons menacer Rome qui ne nous appelle pas, prêter appui à une restauration, violer la souveraineté du peuple!

Il y a six mois, l'Italie avait conquis son indépendance et sa liberté; aujourd'hui les princes et les rois sont remontés sur leurs trônes, en passant sur le corps des hommes libres auxquels nous avions promis assistance. Venise seule tient encore! — Le neveu de Bonaparte aura fait aussi sa campagne d'Italie!

Cependant l'Angleterre qui ne s'était point engagée à protéger la liberté italienne, a, dit-on, protesté contre notre expédition, contre toute invasion des Etats-Romains par la France ou par l'Autriche. Quelle honte pour la France! Mais honneur à la Grande-Bretagne, si elle a été inspirée par un sentiment de dignité humaine et de liberté!

Honneur surtout aux Hongrois qui savent défendre leur nationalité! Ah! si les Italiens avaient imité les Madgyares, s'ils avaient eu à leur tête des hommes comme Bem, Dembinski et Georgey, l'Italie serait libre, l'empire d'Autriche serait anéanti, l'Europe serait affranchie et couverte de républiques, la paix du monde serait assurée, et tous les peuples seraient frères. — Si la France avait eu du courage, si elle avait seulement osé vouloir à propos!

Nous porterons la peine de notre faiblesse et de notre égoïsme. Quand la liberté aura été étouffée partout en Europe, nous aurons à défendre notre liberté contre les ennemis de l'intérieur et contre les ennemis de l'extérieur, et nous nous repentirons alors de notre lâcheté.

Déjà les réactionnaires attaquent hautement, ouvertement la République. M. Guizot, dans son programme, a dit en termes embarrassés, mais assez faciles à comprendre néanmoins, ce que pensent les conservateurs de la veille, devenus les trembleurs du lendemain et les révolutionnaires d'aujourd'hui. On veut en finir à tout prix avec la République, au risque de lancer la France dans une guerre civile, dans une guerre de prétendants, au risque de provoquer des révolutions sans fin, des révolutions dont le dénouement est inconnu.

Il n'y a que trois formes de gouvernement possibles en France, dit l'homme qui a contribué à renverser l'empire, la restauration, qui a perdu la monarchie de 1830. Ces trois formes sont le consulat ou l'empire, la légitimité et la quasi légitimité. Bonapartistes, légitimistes, orléanistes doivent se coaliser, sauf à se battre à outrance pour partager le butin, sauf à se diviser ensuite en trois partis et à se faire une guerre d'extermination. Voilà le programme des théoriciens de la conservation, de l'ordre et de la paix. Rassurons-nous. Bonapartistes, légitimistes, orléanistes, aujourd'hui coalisés, se déchireront avant que la République soit ébranlée, et le jour où ils oseront se déclarer ouvertement factieux, porter atteinte à la Constitution, ils recevront leur châtiment.

Le maintien de l'ordre dépend du résultat des élections prochaines. Si les républicains de toutes nuances sont en majorité dans la nouvelle Assemblée, les ennemis de la République continueront à intriguer, mais seront réduits à l'impuissance. Si l'un des trois partis bonapartiste, légitime ou orléaniste domine, il sera neutralisé par les autres, qui se réuniront pour lui faire contrepoids. Mais si l'un des trois, à lui tout seul, dispose de la majorité absolue, il faut s'attendre à quelque catastrophe. Si la majorité est hostile à la République, elle ne vaudra pas attendre que la Constitution puisse être régulièrement révisée, elle vaudra tenter quelque coup d'Etat, et alors elle rencontrera une résistance formidable, organisée au nom de la légalité et de la Constitution, une résistance devant laquelle tous les efforts viendront se briser.

Qu'arrivera-t-il?... M. Guizot engage les conservateurs à jouer leur avenir et leur destinée sur un coup de dés, et si la chance leur est favorable, il leur offre comme perspective de se mettre de nouveau à leur tête pour recommander une politique qui a amené l'explosion du 24 février!

Electeurs du Calvados, empresses-vous d'envoyer M. Guizot à l'Assemblée, pour rallier à la Constitution tous les bons citoyens, pour jeter le désordre dans le camp bariolé de la rue de Poitiers, pour humilier l'orgueil de M. Thiers, la suffisance de M. Molé, la vanité de M. Berryer, la majesté de M. Barrot, pour consolider la République.

La Constituante fait son testament. Elle s'efforce, avant de mourir, de réaliser sur le budget de

minces économies, afin de laisser quelque chose aux contribuables.

— La commission chargée d'examiner la question du cautionnement des journaux, a proposé de proroger la loi actuelle jusqu'au mois d'août, mais de réduire les cautionnements de moitié, d'admettre, pour former un cautionnement, le dépôt d'un titre de rente, enfin de dispenser de tout cautionnement tous les journaux qui seraient publiés uniquement pour les élections.

Les conclusions de la commission de la presse ont été repoussées vendredi. La loi actuelle, qui expirait au 1<sup>er</sup> mai, a été prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> août. On disait à la bourse que nos soldats, croyant aller combattre pour la liberté italienne, s'étaient embarqués aux cris de: Vive la République romaine! mort aux Autrichiens!

## FEUILLETON.

DES ARMES ET DES ENGINS DE CHASSE, DEPUIS LA  
MASSUE JUSQU'AU FUSIL-MENTON.

(Suite (1)).

### L'arme à feu.

J'ai été profondément humilié, en lisant l'histoire de la poudre à canon et celle de l'arquebuse, du degré de barbarie où était plongée la société européenne avant François 1<sup>er</sup>. J'ai, par-dessus tout, gémi de la mystification splendide que les peuples d'Orient ont fait subir si longtemps aux peuples d'Occident, en faisant accroire à ceux-ci que c'étaient bien eux, eux les Occidentaux, qui avaient inventé la poudre vers le commencement du quatrième siècle. On ne se joue pas plus indécemment de l'orgueil et de la crédulité des gens.

L'invention de la poudre à canon ne date pas tout à fait du treizième siècle. Elle n'est due ni au moine anglais Roger Bacon, ni au moine allemand Berthold Schwartz; elle ne suit pas de quatorze cents ans la mort de notre Seigneur; elle lui est antérieure de près de trois mille ans. La découverte de la poudre à canon est presque aussi vieille que le monde.

Et ce n'est pas seulement l'histoire écrite qui constate le fait, c'est encore la raison bien plus infailible que l'histoire.

La découverte de la poudre est contemporaine de la découverte du fer, c'est-à-dire des premiers âges de l'industrie; contemporaine, par conséquent, de l'empire des Titans. Je dirais plus, si ma timidité naturelle ne me forçait de reculer devant une affirmation qui pourrait, au premier abord, paraître téméraire, je dirais qu'il est hors de doute que les Titans ont connu la poudre à canon et qu'ils ont employé l'artillerie dans leur guerre contre les dieux... Et que c'est la possession de ce terrible moyen de terreur et de domination universelle qui les enivra d'orgueil et les monta contre le ciel.

Si les Titans ignoraient la pièce de douze, qu'on m'explique alors le procédé fantasmagorique de ce Salmonée que Virgile affirme avoir rencontré aux enfers *donnant des peines, tandis qu'il imite le son de Jupiter et les flammes de l'Olympe*.

*Vidi et crudeles dantem Salmonæa pænas  
Dum sonitum Jovis et flammæ imitatur Olympi.*

Qu'entendez-vous par les sons de Jupiter, sinon le tonnerre? par les flammes de l'Olympe, sinon la foudre et les éclairs? Et quel autre procédé savez-vous que le canon, le mortier ou la canardière pour imiter à la fois la foudre et le tonnerre? Que ceux qui sont très forts sur l'artifice se chargent de répondre à la question. Quant à moi, je la crois jugée, et je déclare que je ne connais, jusqu'à présent, que l'effet de la poudre, renfermée dans un tube quelconque et faisant subitement explosion, qui explique clairement le rébus de Salmonée; qui produit le tonnerre (son de Jupiter), qui brille comme l'éclair et qui assassine comme la foudre. Et plutôt au ciel que toutes les explications des mystères antiques, qui nous ont été données par la science, fussent aussi lumineuses que celle que je viens d'essayer!

Il ne manque pas de gens crédules pour affirmer que le procédé de Salmonée consistait à faire passer un char sur un pont d'airain. Je les arrête tout court, en répondant que jamais conseil d'immortels n'eût pris le rouge pour une contrefaçon aussi grossière du tapage céleste, et que Jupiter, Apol-

lon et les autres, dont on sait le caractère jovial, eussent été plus disposés à rire de l'invention qu'à s'en inquiéter.

Dion Cassius raconte positivement que l'empereur Caligula était en possession d'une arme en forme de tube qui projetait au loin des balles à l'aide d'un mélange détonant. (Arquebuse, mousquet ou fusil à piston.)

J'admets que cette démonstration de la contemporanéité de la poudre à canon et de la guerre des Titans ne soit pas évidente pour tout le monde; mais il est plus difficile de s'inscrire en faux contre les témoignages écrits de l'histoire orientale qui déposent que la poudre à canon et le feu d'artifice sont choses connues dans l'Indostan et dans la Chine de toute antiquité. Lisez Moritz Meyer, le savant antiquaire, et Moritz Meyer vous apprendra que les armes à feu sont en usage chez les Chinois 2,700 ans avant l'ère chrétienne! C'est-à-dire que la détonation du salpêtre retentissait sur les rives du fleuve Jaune cinq à six cents ans avant qu'Abraham ne déployât sa tente aux champs de Chanaan, et qu'Inachus n'abordât l'Argolide. On peut lire, dans la chronique chinoise du révérend père Gaubil, l'histoire d'un fameux conquérant de ce pays-là, nommé Kong-Ming, qui vivait aussi il y a très longtemps et qui tira de l'arme à feu, dans ses batailles, un superbe parti, à l'instar de Fernand Cortez. Les riverains du Gange et du fleuve Jaune savent déjà manier le tonnerre qui balaie les ennemis par centaines (mitraille), par dizaines (boulet), et par unités (mousquet), que les vainqueurs de Babylone (Perses et Mèdes), en sont encore au javelot, à l'arc et à la fronde. L'histoire chinoise fait plus, elle prouve que les Chinois ont réalisé depuis plus de deux siècles la prophétie de Montaigne. Il faut dire ici que le grand sceptique bordelais, tout à fait d'accord sur ce point avec le grand politique Machiavel, n'avait pas assigné une longue durée à l'arquebuse. Tous deux avaient écrit que les armes à feu faisaient tant de bruit et si peu de besogne, qu'on serait bien forcé d'y renoncer avant peu. Et, en effet, très peu de temps après, c'est-à-dire dès le commencement du dix-septième siècle, les Chinois, dégoutés de l'arquebuse, la quittaient pour reprendre l'arc. Il a dû se faire vers ce temps-là, en Chine, aux environs de l'an 1620, une guerre de dynastie à laquelle le mousquet ne prit aucune part. Mais en ce moment même où l'Orient repoussait avec dédain l'arme à feu, l'Occident l'adoptait avec amour, et cette passion n'a fait que croître et embellir depuis. Si bien que la prédiction de Montaigne et de Machiavel, à l'égard de la poudre à canon, n'a pas eu plus de succès parmi nous, que celles de Mme de Sévigné, à l'égard du café, et de l'auteur d'*Athalie*.

Comme tout le monde, dans le moyen-âge et plus tôt, ne faisait pas, ainsi qu'aujourd'hui, le voyage de l'Inde et de la Chine, je m'explique jusqu'à un certain point, par la rareté et la difficulté des communications entre peuples, comment l'Orient a pu cacher aussi longtemps ses secrets à l'Europe; mais, ce qui me passe, c'est que la chrétienté ait ignoré pendant des siècles l'histoire de la garde nationale de Constantinople, qui faisait son service, dès le dixième siècle, avec des mousquets, de véritables mousquets. Il est pénible de songer que les mousquets d'une milice citoyenne ont protégé l'ordre public dans une capitale européenne, trois ou quatre cents ans avant que les savants de France, d'Angleterre et d'Allemagne n'en vinssent à s'échauffer ridiculement la bile sur la question du millésime précis de la découverte... à savoir si c'était bien en 1290 ou 1320, sur les rives de la Tamise ou de l'Oder que la fameuse invention était née.

### *O vanas hominum mentes!*

La première notion que les Européens de l'Ouest aient eue de la poudre détonante leur a été donnée à l'époque des croisades par le feu grégeois. Le feu grégeois, qui était très connu à Constantinople en l'an mil, illustra, comme on sait, le siège de Damiette. C'était, d'après la tradition que nous en ont conservée Joinville et d'autres témoins oculaires, un massif artifice en forme de baril ou de petit tonneau qui se tirait comme les fusées volantes et qui avait la propriété de brûler sous l'eau, comme la lance à feu d'aujourd'hui. Le feu grégeois arrivait directement de la Chine, comme le reste; il n'a fait qu'apparaître et briller un moment en Europe, parce qu'il ne pouvait avoir de valeur comme engin de chasse, et il en sera ainsi de tous les procédés qui ne seront bons que pour tuer des hommes. La portée du projectile grégeois était immense; les artificiers du Soudan en fai-

(1) Voir les numéros des 25 février, 4 et 11 mars.



saient pleuvoir des masses dans le camp français, séparé de celui des infidèles par toute la largeur du Nil. L'invention du feu grégeois était beaucoup plus difficile que celle de la poudre et du canon; la preuve, c'est que nous ne pouvons plus le retrouver aujourd'hui qu'il est perdu.

L'Europe était en possession du secret des mélanges détonants par le feu grégeois; elle avait, d'un autre côté, le tube de l'arbalète à balles, autrement dite arquebuse (*arco bugio*, arc à tube). Il ne s'agissait donc plus que de substituer le mélange détonnant à la corde, comme agent propulseur; alors l'invention de l'arme à feu ne pouvait tarder à se faire. Il y a des nations qui réclament l'honneur de la priorité de l'invention; mais il est plus que probable qu'elle s'est faite dans quarante pays à la fois.

Le premier modèle inventé fut une manière de couleuvrine en fer battu, cerclée à l'instar d'un tonneau et propre à lancer des pierres ou des balles de plomb semblables à celles des arbalètes et des frondes. Ces couleuvrines se portaient sur l'épaule et se plaçaient sur un affût portatif, quand on en voulait faire usage. Elles n'avaient point de batterie et s'enflammaient à l'aide d'une mèche détachée, comme nos canons d'aujourd'hui. La bombarde, qui est une couleuvrine grand modèle, n'a point de culasse dans le principe. La charge est une *gargousse* d'une seule pièce qui s'introduit dans le tube par l'arrière, comme dans le fusil Béringer, et qui fait culasse.

La couleuvrine engendra immédiatement l'arquebuse portative, nommée d'abord *couleuvrine à main* et *mouchette*, instrument orné d'une culasse ou plutôt d'un croc, et qui s'appela, en effet, l'arquebuse à croc. Hallam en attribue l'invention aux Français; ceux-ci se débarrassent de cet honneur sur les Allemands; toujours est-il que les Français, ces prétendus inventeurs de l'arquebuse portative, sont les derniers à s'en servir.

L'arquebuse à croc (*pétrinal*, *escopette*, *haquebute*), exige encore l'auxiliaire d'une fourche ou affût portatif; elle est d'une pesanteur écrasante pour le couleuvrinier (*colubrinarius*), car c'est ainsi qu'on appelle les premiers porteurs d'arquebuse. Son canon est long de deux brasses. On y met le feu au moyen d'une mèche détachée. C'est une pauvre arme de chasse; car il faut du temps pour la mettre en joue, et l'odeur ainsi que la fumée de la mèche éloignent le gibier. Si imparfaite qu'elle soit, elle suffit néanmoins pour jeter à bas le chevalier Bayard et la Chevalerie.

Le canon était plus aisé à perfectionner que l'arquebuse.

On voit quelques canons fonctionner honorablement à la bataille de Montlhéry (1465). Il ne manque pas non plus d'arquebusiers et de couleuvriniers à cette bataille, mais ils font peu parler d'eux. L'honneur de la journée que les deux partis réclament reste encore à la gendarmerie. Mais l'arquebuserie fait, à ce qu'il paraît, de rapides progrès dans l'opinion publique, puisque, moins de onze ans après l'affaire de Montlhéry et dans cette fameuse boucherie de Morat, où toute l'armée du Téméraire périt, les tireurs d'Helvétie font déjà merveille. Le duc de Bourgogne avait mené à la bataille un corps de deux mille couleuvriniers. Malgré ces mémorables exemples, la bravoure française ajourne l'adoption sérieuse de l'arquebuse jusqu'au règne de Louis XII et aux guerres d'Italie.

Montluc affirme que l'armée française n'a pas encore de corps régulier d'arquebusiers en 1523, que l'usage de l'arme à feu ne commence à se généraliser parmi nous que vers l'an 1525, et que, dans toutes nos premières guerres d'Italie, les porteurs d'arquebuse sont Allemands.

A l'arquebuse à croc et à mèche succède l'arquebuse à mèche adhérente. C'est l'arquebuse à *serpentin*, de moindre dimension que l'arquebuse à croc, mais trop lourde toujours et réclamant encore l'auxiliaire de la fourchette. Le serpent est une mécanique qui fait tourner la mèche et l'apporte sur la poudre du bassinet.

Vient enfin l'arquebuse à rouet, arme à batterie et à crosse et partant par dédic, comme l'ancienne arbalète, et qui substitue la pierre à feu (le fusil), à la mèche. L'arquebuse à rouet est déjà une arme de chasse supportable. Le mot *fusil*, de l'italien *focele* (*fuoco*), est le nom italien du briquet à pierre. L'arme a fini par prendre son nom de son dernier perfectionnement. Mais si notre dictionnaire était un tant soit peu logique, il y a trente ans que nous aurions dû cesser d'approprier cette dénomination de fusil au fusil à percussion, qui diffère précisément du fusil à pierre par l'absence du fusil.

Résumons en quelques lignes les dates de chacun des procédés ci-dessus et mettons-y des noms propres.

A. TOUSSENEL.

(La suite à un prochain numéro.)

Une nouvelle association vient de se former: c'est celle des ouvriers fabricants de lits, de meubles en fer et de ferrures pour la tapisserie.

Cette société fait la commission et l'exportation. Rue Dupetit-Thouars, cité Boufflers, n. 5.

— Une association d'ouvriers *cordonniers* vient de s'ouvrir à Lyon, rue Lemot, 6, près la place Colbert. Ils promettent une bonne confection, mais pas de baisse de prix, car la livraison de leurs marchandises sera d'une qualité incontestable.

— Une société vient de se fonder à Alger sous le titre de: *Société de bienfaisance pour l'extinction du paupérisme en France* par la colonisation de l'Algérie. L'exposé des motifs contient les lignes suivantes:

« La révolution de 1848 a révélé à la France les services immenses que l'Algérie pouvait lui offrir pour y déverser le trop plein de sa population inoccupée.

» Cette idée, à peine conçue, a été mise à exécution; déjà plusieurs colonies se forment des émigrants du département de la Seine, et cet exemple paraît devoir être suivi par les autres départements.

» L'administration s'est, jusqu'à présent, chargée de tous les soins qu'exige la fondation de ces colonies, mais les ressources du budget sont limitées et seront bientôt épuisées.

» C'est pour subvenir à cette insuffisance qu'on a conçu la pensée de créer une société à laquelle sont appelés à prendre part, sans distinction d'âge, ni de sexe, de nationalité, ni de religion, tous ceux qui voudront concourir à cette bonne œuvre. Et, comme toute idée grande et généreuse est toujours sûre de trouver de l'écho en France, ainsi qu'en Algérie (cette France nouvelle), un grand nombre de souscripteurs s'est déjà empressé de répondre à cet appel.

» Pour être membre de la Société, il suffit de s'engager à payer six francs par an.

Le but de cette société est plus explicitement défini par ces articles extraits du règlement:

» Art. 8. Le but de la Société est de fonder en Algérie des colonies agricoles, soit en traitant avec le gouvernement, pour occuper une partie des condamnés, soit en traitant avec les départements ou les communes, pour employer leurs indigents valides, soit, enfin, en s'entendant avec d'autres établissements de bienfaisance ou des particuliers, pour occuper des ouvriers sans ouvrage qui voudraient s'adonner à l'agriculture.

» Art. 9. Les fonds de la Société ne pourront, dans aucun cas, être employés à titre d'aumônes, mais seulement en faveur de ceux qui voudraient mériter, par le travail, l'assistance de la Société, en se soumettant à ses règlements.

» Art. 10. La Société s'occupera aussi de procurer, aux enfants principalement et même aux adultes, une éducation morale et religieuse, suivant les différents cultes autorisés auxquels ils appartiendront, ainsi qu'une instruction élémentaire et professionnelle.

— Lettre adressée par les tisserands au *Journal de la Meuse*:

Bar-sur-Ornain, le 9 avril.

Citoyen rédacteur,

Délégues par nos frères les tisserands, relativement au salaire, nous les avons fortement détournés, il y a peu de jours, d'une manifestation qui avait pour objet de demander une augmentation. Tout en refusant d'y prendre part, nous avons adressé à l'autorité locale une juste réclamation et le rappel d'une promesse faite il y a six mois. Nous avons le regret de le dire: notre refus et nos démarches ont été mal interprétés par certaines personnes, par quelques meneurs, sans doute, que nous soupçonnons de n'être pas des nôtres, qui, en nous accusant de vendre la cause de nos frères, représentent comme une trahison la démarche faite par nous auprès de l'autorité. Pour prouver à tous que nous n'trahisons ni la cause de l'ordre ni l'intérêt de nos confrères, veuillez, s'il vous plaît, M. le rédacteur, donner place dans vos co-

lonnes à notre lettre de ce jour et à celle qu'a reçue de nous M. le maire de Bar-sur-Ornain. Agréer, etc.

Au nom des délégués:

SUIFFON.

A monsieur le maire, les délégués des ouvriers tisserands.

Monsieur le maire,

Lorsque, il y a environ six mois, les ouvriers tisserands réclamaient cinq centimes d'augmentation par mètre, MM. les fabricants ont déclaré ne pouvoir mettre que trois centimes, en promettant toutefois d'en remettre encore deux, incontinent la fin de l'hiver. Le temps est venu, et l'ouvrier n'a pas perdu mémoire de cette promesse. Déjà la foule impatiente est venue deux fois nous solliciter de les accompagner sur la place: nous avons protesté de toute notre énergie en faisant entendre à nos confrères qu'une réunion tumultueuse n'était pas le plus sage parti à prendre. Ils ont cédé à notre voix; mais nous ne les croyons pas persuadés, et nous craignons, monsieur le maire, si vous ne prenez pas l'initiative près de nos patrons, de voir sous peu une nouvelle manifestation. Nous avons cru devoir vous prévenir, afin qu'usant près de nos patrons de l'influence que donne à un magistrat le langage de l'équité et de l'humanité, vous les ameniez à tenir leur promesse pour éviter une manifestation qui, quoique ne présentant aucun caractère hostile, n'en devient pas moins inquiétante pour les citoyens paisibles, et souvent un prétexte de dénigrement chez les gens de mauvaise foi.

Agréer, etc.

Les délégués:

SUIFFON, PATRICE, MILLET.

— « —

— Voici quel a été la semaine dernière le mouvement de la caisse d'épargne:

Versements reçus les dimanches 14 et lundi 16 avril, de 2,602 déposants, dont 342 nouveaux, 399,614 fr.

Remboursements effectués la semaine dernière à 320 déposants, dont 219 soldés, 33,946 fr. 22 c.

Rentes achetées à la demande des déposants pendant la même semaine pour un capital de 6,358 fr. 05 c.

— Sur la proposition du préfet de la Seine, le conseil municipal de Paris a voté une forte somme pour continuer cette année avec la même activité que les années précédentes, les travaux de construction de l'église place Belle-Chasse. Près de trois cents ouvriers, dont plus de cent tailleurs de pierre, sont journellement occupés aux travaux de cet édifice, qui doit être achevé dans trois ans.

— Vingt condamnés des conseils de guerre sont partis pour le bagne dans la nuit de dimanche à lundi. Le journal qui annonce ces nouvelles ajoute que le comte de Fouchecourt, légitimiste, condamné aussi pour avoir pris part à l'insurrection de juin, à vingt ans de travaux forcés, resterait à Sainte-Pélagie, fort convenablement logé au pavillon des princes. Et l'égalité devant la loi?

Une assemblée générale des membres de l'*Association fraternelle de la littérature et des arts* aura lieu le dimanche 22 avril à une heure précise, rue saint-Lazare 50, salon de M. Bremond.

L'objet de cette réunion est la troisième et dernière lecture des statuts, et le renouvellement du comité de Direction.

Ouvrages de C. A. Chardon, instituteur:

*Traité complet d'arithmétique et de géométrie usuelle*, à l'usage des écoles, des ouvriers, des marchands et des agriculteurs. 1 vol. grand. in-18, troisième édition, avec 8 planches; prix, 1 fr. 75 c.

*Solutions des 1300 problèmes du traité*; troisième édition, prix, 75 c.

Le citoyen Thalès Bernard vient de publier, sous ce titre: *Lettre d'un électeur rouge*: une brochure destinée à la propagande électorale dans les départements. En vente à la *Propagande* rue des Bons-enfants 1; et chez Raginel rue de Cléry 74. Prix, 10 c.; en gros 5 fr. le cent.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.